

Brèves

Côte d'Ivoire : Reprise imminente des exportations de caoutchouc brut

Les exportations de caoutchouc brut de la Côte d'Ivoire devraient reprendre, d'ici lundi prochain. C'est ce qui a été conclu, le 5 septembre dernier, lors d'une réunion qui a rassemblé les exportateurs, les armateurs et le ministère de l'Agriculture du pays. Les différents acteurs se sont entendus sur un certain nombre de mesures afin de « rassurer » les armateurs qui, prétextant que les cargaisons de caoutchouc brut salissent les bateaux et génèrent des bestioles, avaient refusé d'embarquer ces produits depuis plusieurs mois.

Agriculture : Diminution de la pauvreté en zone rurale en Éthiopie et au Rwanda

En 25 ans d'efforts, l'Éthiopie est parvenue à diminuer la pauvreté des populations rurales de 50%, alors que le Rwanda est arrivé à une diminution de 25%. C'est ce qu'affirme un nouveau rapport de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) sur l'état du secteur, sur le continent. Selon les auteurs du document, les pays africains ont échoué, en ce qui concerne l'utilisation de l'agriculture comme un levier de développement et, ce, faute d'une vision cohérente et de stratégies efficaces de mise en œuvre de cette vision. Les deux bons élèves, quant à eux, ont su associer la politique aux stratégies afin de permettre une meilleure performance des cultures, de rendre le secteur résilient au réchauffement climatique et de restaurer les terres appauvries.

Cameroun : Boko Haram a volé aux éleveurs du bétail pour environ 6 millions de dollars

La Banque mondiale vient de lever un nouveau coin de voile sur l'ampleur des ravages causés par les membres de la secte islamiste nigériane Boko Haram, dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, dans laquelle ces terroristes sévissent avec une violence plus accrue depuis l'année 2013. En effet, dans un rapport intitulé « briser les obstacles au commerce agricole régional en Afrique centrale », cette institution de Bretton Woods, révèle que depuis 2013, Boko Haram a volé aux éleveurs de la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, un volume de bétail d'une valeur globale atteignant 3 milliards de francs Cfa (6 millions de dollars). Concrètement, apprend-on, sur une période de 5 ans, ce sont environ 17 000 têtes de bovins et des milliers d'ovins et de caprins, qui ont été emportés par des membres de cette secte islamiste, au cours de leurs attaques meurtrières dans les villages de la région de l'Extrême-Nord du Cameroun.

Rassemblements WN

Assurances/Fin de la campagne nationale d'information, de sensibilisation et de promotion

Le secteur doit accompagner le développement du pays

Willy NDONG
Libreville/Gabon

LA Direction nationale des assurances (DNA) a entamé, depuis le 7 août dernier, à Port-Gentil, une tournée nationale d'explication, de sensibilisation et de promotion de l'activité des assurances dans notre pays.

Selon les chiffres de la DNA, le taux de pénétration du secteur au Gabon ne dépasse guère les 2 %. C'est fort de ce constat que le ministère de l'Économie a demandé à cette administration d'expliquer aux collectivités et aux populations l'intérêt de ce secteur dans le développement économique du pays, et la protection que les usagers sont en droit d'attendre de sa part. Ainsi, lors de l'ultime étape de cette tournée, la directrice nationale des assurances, Prisca Koho Nlend, a convié à une réunion, hier, à l'Hôtel de ville de Libreville, les principaux acteurs domestiques du secteur, ainsi que les responsables de la mairie. D'entrée, elle a relevé que, "Depuis 2016, nous essayons de communiquer avec les populations afin de les édifier sur les avantages des assurances dans la vie de tous les jours. Ce secteur doit accompagner le développement économique et social de notre pays. Et pour y arriver, les populations doivent être informées des opportunités offertes par les maisons



La directrice de la DNA, Koho-Nlend (à droite, face au micro) au cours de son exposé.



De nombreux acteurs étaient présents à cette campagne nationale de sensibilisation du secteur des assurances.

d'assurances. En réalité, tout est assurable. Les risques domestiques et professionnels doivent être assurés. D'où l'intérêt de cette campagne".

Après avoir ainsi planté le décor, Mme Koho-Nlend a exhorté les maisons d'assurances à communiquer davantage, notamment sur le volet protection sociale. « Combien de Gabonais savent qu'avec une cotisation annuelle de 60 mille francs, les maisons d'assurances peuvent couvrir les frais d'obsèques, lors du décès, soit du chef de famille, de l'épouse ou des enfants ? Voilà le type d'informations qui peuvent décider nos compatriotes à souscrire une assurance. Combien encore savent qu'avec pas grand chose, on peut assurer sa maison d'habitation contre le vol, les incendies ?... », s'est-elle interrogée. S'agissant des réformes à entreprendre, la directrice nationale des Assurances pense qu'il urge d'élargir l'assurance obli-



La directrice nationale souhaite élargir l'assurance obligatoire à d'autres branches, à côté de l'assurance automobile.

gatoire à d'autres secteurs. « A ce jour, l'unique assurance obligatoire reste l'assurance automobile. On peut voir comment rendre obligatoires d'autres types d'assurances, allant dans le sens de la protection de nos concitoyens », a-t-elle indiqué. Céline Essue, responsable de la carte-rose à la DNA, a vanté les avantages de cette assurance automobile valable dans les six

pays membres de la Cémac. Les autres intervenants se sont interrogé sur les raisons du déficit apparent de communication des maisons d'assurances et ont évoqué les questions relatives aux sinistres, à la cadence des règlements et l'innovation des produits. Pour ces derniers, la durée des règlements des sinistres est, entre autres, à l'ori-

Éclairage

Quelles sont les mission de la DNA ?

W.N.
Libreville/Gabon

PLACEE sous la tutelle du ministère de l'Économie, de la prospective, et de la programmation du développement, la Di-

rection nationale des assurances (DNA) assure la promotion du secteur des assurances. Elle a, entre autres, pour missions de sauvegarder les intérêts des assurés et bénéficiaires des contrats d'assurance et capitalisation, de proté-

ger l'épargne détenue par les compagnies d'assurances, de surveiller le marché des assurances, de lutter contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme... Mieux, suivant les dispositions du Décret N°

411/PR/MEPIP, la Direction nationale des assurances, au titre des ses autres missions, est également chargée d'examiner les réclamations des assurés et bénéficiaires des contrats d'assurance ainsi que celles des tiers victimes. Elle est aussi

compétente pour arbitrer les litiges entre professionnels de l'assurance et de la réassurance. Ces missions sont mises en œuvre par la Direction de la législation et du contentieux de la DNA.

Soudan du Sud/Production pétrolière

Production visée à 350 000 barils par jour

AFP
Juba/Soudan du Sud

AU Soudan du Sud, le

gouvernement compte bien profiter de la hausse des prix du pétrole. Hier, le ministre du pétrole, Ezekiel Lol Gat-

kuoth, a annoncé que le niveau de production désormais visé est de 350 000 barils par jour. Ceci, pour la mi-2019. Les ambitions de production du plus jeune État du monde ont été portées à la hausse à cause de la reprise de la coopération pétrolière avec le voisin soudanais et l'accalmie observée dans les régions autrefois sujettes aux affront-

tements et qui entourent les principaux bassins de production. Avec une production à 350 000 b/j, le Soudan du Sud atteindra la production du Soudan d'avant sécession et bouleversera la hiérarchie dans le classement des plus grands producteurs du continent. Ce niveau de production devrait pouvoir être facilement atteint si la situa-

tion politique actuelle n'est pas bouleversée par de nombreux affrontements. Il y a quelques jours, le pays visait encore un niveau de production de 210 000 barils par jour, grâce à la mise en service du champ Toma South qui génère 20 000 barils par jour et la remise en service prochaine de plusieurs autres périmètres de production.

Sur votre agenda

LE cabinet 3B Partners Audi Conseil organise du 24 au 28 septembre 2018, à l'hôtel Méridien Re-Ndama de Libreville, un séminaire de formation portant sur le nouveau référentiel comptable Ohada, avec pour thème : "Première application du Syscohada révisé, retraitements nécessaires et production des états financiers de l'exercice 2018".